

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Merci Monsieur le Président pour l'hommage rendu à Paul CHOLLET, Maire emblématique d'Agen mais aussi Conseiller régional, actif, heureux de travailler au Conseil Régional, notamment sous la Présidence Fédératrice de Jacques CHABAN-DELMAS.

J'interviens au nom du groupe Centre & Indépendants sur le budget Transport. Là, au moins, **votre budget Transport est prévisible**. Il est bloqué sur des lignes forces et faiblesse depuis des années. Si la constance en politique peut être une qualité, faites attention à l'écoute des territoires, attention à l'agilité pour s'adapter à un nouveau contexte.

**Le Parlement européen a acté un texte fondamental** sur, non-pas l'interdiction de la circulation, mais sur l'interdiction de la vente de moteurs thermiques en 2035, ce qui change la perspective, notamment, par rapport aux routes.

**La percée technologique également.** L'arrivée du vélo électrique change la donne dans le quotidien des gens.

Mais d'abord, à la lecture de votre budget, je le dis à votre administration, nous avons une demande à vous faire : c'est insupportable d'avoir les infrastructures de transport en Pilier 3 et les Mobilités Durables en Pilier 4. Alors si vous pouviez, ne serait-ce que pour les opposants qui veulent travailler, nous réunir tout cela, ce serait sympathique.

**Ensuite, les lignes forces.**

### **Premièrement, GPSO.**

Vous êtes pour. Ça tombe bien, nous aussi. Toutefois, il faudra éclaircir un angle mort, et Guillaume LAUSSU l'a dit : la Région va-t-elle payer pour les collectivités qui ont refusé de participer à son financement ?

Est-ce que la Région a réalisé une prise en charge définitive ou est-ce une avance ?

*[Réponse A. ROUSSET : Oui, c'est une avance]*

Alors nous allons suivre ce dossier important.

### **Deuxièmement, Pau-Canfranc.**

Vous êtes pour, ça tombe bien, nous sommes contre. Et nous voulons alerter l'assemblée : il faut appuyer sur le bouton pause concernant le dossier Pau-Canfranc. Il est temps de faire de la gestion de projet sérieuse : Quel est le trafic circulé ? Où va-t-on en terme de dépenses ? Quel est le calendrier ?

### **Troisièmement, les Routes.**

Vous êtes contre, c'est clair au moins. A part Limoges, RN141 et 147 vous êtes contre, vous êtes constant. Nous en prenons acte.

Mais permettez-moi de vous dire que c'est une erreur stratégique, surtout quand la route devient et va devenir décarbonée. Je veux dire que c'est une faute par rapport aux départements ruraux, par rapport à la ruralité en général. Je pense à la RN21, axe central de l'Aquitaine de l'intérieure : à la fois Bergerac, Périgueux, Villeneuve, Agen, nous avons un goût amer sur l'absence de la Région. Alors pitié, au moins épargnez nous des phrases comme celle page 144 : « *la Région Nouvelle-Aquitaine continue de financer les opérations routières indispensables, tant pour la sécurité routière, que pour la desserte optimale sur le territoire* ». Au moins épargnez nous cela, Monsieur le Président !

### **Quatrièmement, les TER.**

Vous vous engagez à fond dans une politique que je qualifie de « nationalisation régionale ». Après tout, pourquoi pas. Mais c'est extrêmement lourd comme engagement. Nous avons commencé à en parler en Commission Transport mais, j'attire l'attention des collègues, non seulement, nous avons repris la propriété des TER en 2022, mais il s'agit là, page 175, de nous engager sur la reprise des centres de maintenance en 2023. Mes amis, c'est extrêmement lourd, notre groupe

a des doutes de fond sur cette orientation. La loi a fixé un cadre, qui est l'arrivée de la concurrence, ce cadre est cohérent avec la législation européenne, il doit être respecté. Et la logique de cette législation est que les opérateurs sont propriétaire, à la fois de leurs moyens de transports et de leurs centres de maintenance. En clair, Monsieur le Président, compte tenu, de votre ADN politique et de votre majorité, il est à peu près certain que vous allez garder la SNCF comme opérateur. Je vous le signe.

Et pourquoi pas ! Mais nous centriste, on vous dit : pourquoi pas. Mais faut-il reprendre ces centres de maintenance, nous vous alertons, nous vous appelons à la prudence et nous exigeons une instruction détaillée avant de s'engager lourdement sur ce sujet.

Enfin, Monsieur le Président, j'en viens au meilleur : **les Nouvelles Mobilités.**

Vous ne les aimez pas ces nouvelles mobilités. Je ne sais pas, il doit y avoir quelque chose dans votre enfance avec le vélo, le covoiturage ; vous êtes peut-être tombé à vélo ...

Mais si vous ne les aimez pas, pourtant, j'ai cru à un moment donné, à une conversion de votre part. Et toute à l'heure vous disiez, sur les TER métropolitains, et je suis d'accord avec vous dessus, nous devons tous être un peu Saint-Thomas et, l'espace d'un instant, je vous ai vu en Saint-Paul, sur un chemin et une piste cyclable.

Je vous cite page 178 : « *la Région cofinancera avec des Agglomération partenaires [lesquelles ? On ne sait pas...], des expérimentations sur les nouvelles mobilités comme le covoiturage et proposera un plan vélo* ». Fantastique ! En lisant ces lignes j'ai eu un choc : le Président a été touché par la Grâce.

D'abord cofinancer avec les Agglomérations, c'est étrange. Les Agglomérations ne font plus de rond-point ou de salle des fêtes, elles font des trucs intéressants. C'est bien ça Monsieur le Président.

Et puis tout d'un coup, je me suis tapé sur la joue, je me suis rappelé mon banquier « la confiance n'exclue pas le contrôle ». Et je suis donc allé voir les crédits du pilier 4, Nouvelles Mobilités. Et dans ces crédits, chers collègues, écoutez bien, sur toutes les nouvelle mobilités, retour sur Terre. En investissement, c'est clair : zéro euros. 0€ pour le covoiturage. 0€ pour vélo. Et en fonctionnement, 100 000 € pour toute la Région !

Monsieur le Président, **vous avez le covoiturage et le vélo frileux** et on a envie de vous dire : allez-y, lâchez-vous, lâchez le frein à main, osez, osez le covoiturage et le vélo !